

Une nouvelle décennie : des défis et des opportunités à saisir



Fritz Schneider
Haute école suisse d'agronomie HESA

Chère lectrice, cher lecteur

La fin de la première décennie du XXI^e siècle a été marquée par deux conférences mondiales d'importance: la première sur l'alimentation, qui s'est tenue à Rome en novembre 2009, et la seconde sur le climat de Copenhague, en décembre 2009. L'une et l'autre ont fait l'objet de nombreuses critiques dans la presse et leur utilité a été contestée. Il est vrai que les déclarations finales de ces événements géants, bien modestes, ne contribueront que peu – trop peu – à la résolution des problèmes alimentaires et climatiques.

Cependant, parmi les thèmes évoqués au cours de ces deux conférences, nombre d'aspects peuvent présenter un grand intérêt pour le secteur agroalimentaire en Suisse et sont – pour les établissements de formation et de recherche – synonymes de nouveaux défis à relever et d'opportunités à saisir.

Par ailleurs, qu'il s'agisse de lutte contre la faim, de sécurité alimentaire ou de limitation du réchauffement climatique, les avis étaient unanimes: il n'existe pas de solution simple. La résolution de ces problèmes devra reposer sur des bases globales, qui s'inscriront dans un cadre durable.

Pour satisfaire le besoin croissant en denrées alimentaires, en particulier l'augmentation vertigineuse de la demande en produits d'origine animale, la réponse est d'innover et d'intensifier la production actuelle de manière durable. Cette intensification, quel que soit le scénario retenu, devra s'opérer tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre liées aux productions végétales et animales, de même que d'autres émissions. Or, les systèmes d'exploitation mixtes qui allient grandes cultures et élevage, ce qui est généralement le cas en Suisse, disposent encore d'un grand potentiel d'optimisation.

Grâce à la densité et à l'efficacité de son réseau d'institutions de recherche, de formation et de vulgarisation, notre pays est bien placé pour apporter une contribution importante sur le plan national et international dans le secteur agroalimentaire.

Citons ici l'adhésion de la Suisse à l'Alliance pour la réduction des gaz à effet de serre provenant de l'agriculture. Autre signe positif: le fait que l'Office fédéral de l'agriculture se soit engagé, avec la FAO, à développer de manière durable l'économie laitière de certains pays du sud et de l'est en étroite collaboration avec des organes gouvernementaux nationaux et l'économie privée. Forte de son savoir-faire et de son expérience, la Suisse dispose des compétences nécessaires pour remplir ses engagements. «*Last but not least*»: reste à espérer que les responsables des programmes globaux de la Direction du développement et de la coopération (DDC) dans les domaines de la sécurité alimentaire, des changements climatiques et de l'eau travailleront main dans la main avec les centres de compétences suisses.